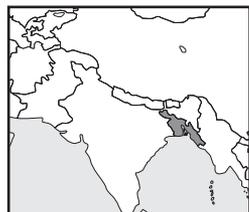


■ BANGLADESH

Des oiseaux dans une cage plus grande

ATIUR RAHMAN¹

ISMAIL HOSSAIN²



Les femmes sont très en retard en ce qui concerne la participation à la société et à l'économie par rapport au reste de la population. Les pratiques sociales et culturelles traditionnelles et les lois et coutumes archaïques du pays restreignent leurs réalisations et perpétuent leur assujettissement. Les femmes ne peuvent ni voter, ni posséder leurs propres terres, elles sont sous-représentées, moins éduquées, plus malades, moins bien rémunérées, plus pauvres et leur sécurité est menacée de manière permanente. Les femmes sont comme des oiseaux en cage.

Les femmes ne peuvent exercer leur droit de vote

Les femmes adultes ont le droit de vote au Bangladesh, mais ne peuvent pas toujours exercer ce droit, dans de nombreux cas, en raison d'interdictions religieuses strictes (*fatwa*), de l'éloignement des bureaux de vote et du système de transport inadéquat. En dépit de ces obstacles, il y a eu un nombre de votants plus élevé pour les élections nationales de 1996 et 2001, ce qui suggère une plus grande participation des femmes. Il n'y a toutefois que six femmes directement élues sur un total de 300 Membres du Parlement. Ceci est encore plus faible que dans le parlement antérieur, qui comptait 8 femmes.

Le gouvernement a fait une avancée significative en direction du renforcement des capacités des femmes en réservant à celles-ci un tiers des sièges dans le gouvernement local. Mais cette opportunité n'a pas pu se traduire en pouvoir politique réel en raison de la pauvreté et de l'insécurité de nombre de ces femmes membres du gouvernement local, du fardeau de leurs charges domestiques, et de la politique à courte-vue des présidents de comité, et des obstacles créés par leurs collègues de sexe masculin mal intentionnés qui, par exemple, font courir des rumeurs malveillantes sur les femmes membres.

Ecart socio-économique

Éducation

Il y a de grandes différences entre hommes et femmes dans de nombreux domaines. Le taux d'alphabétisation chez les femmes adultes n'est que de 49,5%, contre 67% pour les hommes. Différents programmes d'éducation étatiques et non étatiques axés sur les femmes ont contribué aux progrès observés au cours des dernières années dans l'éducation des femmes. Toutefois, il reste encore une grande différence dans le niveau d'éducation des femmes et des hommes.

Les taux d'inscription à différents niveaux de l'éducation suivent une structure pyramidale, avec une baisse du nombre d'élèves, à mesure que le niveau d'éducation devient plus élevé. Cette tendance est encore plus prononcée dans le cas des femmes; très peu d'entre elles font des études supérieures.

Santé

Bien qu'il y ait eu quelques améliorations dans la santé et la nutrition des femmes au cours des dernières années, la souffrance et la misère dans ces domaines sont encore manifestes. L'espérance de vie moyenne des femmes est légèrement plus faible que celle des hommes, elle est de 60,5 ans pour les femmes, contre 60,7 pour les hommes. L'incidence de la maladie est beaucoup plus élevée, à 148 pour 1000 chez les femmes contre 136 pour 1000 chez les hommes.

Absence d'accès à la terre

Les femmes sont fortement désavantagées en termes d'accès aux ressources et de contrôle des ressources. Dans les zones rurales, la terre constitue le bien le plus important, mais le droit successoral traite les hommes et les femmes différemment, en termes de distribution de la terre. D'après les lois successorales musulmanes, la fille n'a droit qu'à la moitié de la propriété accordée au fils. Dans le droit successoral hindou, les femmes sont toujours privées de propriété. Elles qui ont peu de terres ou qui n'en ont pas, ne peuvent avoir accès à d'autres types de ressources. Par exemple, elles ont moins de possibilité d'emprunter sur le marché formel du crédit du fait de l'exigence de garantie.

Moins d'accès à l'emploi, des salaires moins élevés, de moins bons emplois

Le taux de participation des femmes à la force de travail est beaucoup plus faible que chez les hommes – 50% chez les femmes, contre 77% chez les hommes. Les types d'emploi exercés par les femmes sont également différents de ceux des hommes. La majeure partie des femmes (77%) interviennent dans les tâches domestiques alors que la plupart des hommes (43%) sont des travailleurs indépendants. Si 8,7% des femmes travaillent en tant qu'employées rémunérées, ce chiffre est de 14,4% chez les hommes. Les différences sont dues, dans une certaine mesure, aux problèmes spécifiques auxquels les femmes sont confrontées quand elles prennent un emploi à l'extérieur. On a observé que les femmes sont victimes de discrimination en ce qui concerne les salaires et la promotion, ne disposent pas de moyens de transport adéquats et manquent d'accès à des soins de santé et à des structures de garderie d'enfants adéquats. Le travail en heures supplémentaires, qui implique souvent des déplacements nocturnes, peut être dangereux; il y a eu plusieurs agressions contre les femmes qui se rendaient au travail ou qui rentraient chez elles. Les abus sexuels sur le lieu de travail par les surveillants ou les patrons constituent un autre problème. Ces facteurs dissuadent les femmes de rechercher un emploi rémunéré et contraignent aussi celles qui occupent ces emplois à les quitter prématurément.

¹ Chargé de recherche principal, BIDS, et Président, *Shamunnay*.

² Professeur, Département d'économie, Jahangir Nagar University et consultant, *Shamunnay*.



Sous la menace de l'acide

Les actes de violence sont un problème croissant au Bangladesh, et les femmes en sont plus souvent victimes que les hommes. Viol, meurtres, prostitution, agressions par des coupeurs de route et des voleurs de sac, cas de taquineries, de harcèlement sexuel et même jets d'acide dans les rues, tout ceci rend la vie des femmes peu sûre tant en dehors qu'à l'intérieur de leurs foyers. Cette insécurité restreint leur liberté de circulation et donc leurs choix de vie et leurs choix professionnels. Le viol semble être le type le plus fréquent de violence contre les femmes; les victimes souffrent de traumatismes physiques et psychologiques durables, ou même de handicap permanent. Si les femmes mariées sont plus souvent les victimes de meurtre, d'agressions à l'acide, d'agression physique, de crimes liés à la dot, de contraintes religieuses et se suicident plus souvent, les femmes non mariées sont le plus souvent victimes de viol, d'enlèvement, de traite et de prostitution.

Dans un bon nombre de cas, les auteurs de ces crimes connaissent leurs victimes. Dans le cas du meurtre et de la violence liée au paiement de la dot, l'auteur est souvent le propre mari de la victime, la personne qui lui est le plus intime semble-t-il.

Féminisation de la pauvreté

L'incidence de la pauvreté est plus élevée chez les femmes que chez les hommes, comme le montrent plusieurs indicateurs socio-économiques. Il y a eu, dans le pays, un accroissement du nombre de ménages ayant une femme à leur tête. Ces ménages sont, en général, plus démunis que ceux qui ont un homme chef de famille. Le revenu moyen des ménages ayant une femme à leur tête ne représente que 55% du revenu moyen des ménages pauvres, dans l'ensemble. Les femmes en tant que groupe sont les plus pauvres parmi les pauvres.

La féminisation accrue de la pauvreté représente un défi pour les décideurs, parce que les mesures d'allègement de la pauvreté n'ont pas pu améliorer la situation économique des femmes, en dépit de leur forte concentration sur les questions relatives à la condition féminine. Le manque d'accès des femmes aux moyens et aux ressources et le retard général qu'elles accusent au plan social et économique sont les causes de cette situation préoccupante. En outre, certains avantages apportés par les mesures d'allègement de la pauvreté, destinés aux femmes, sont allés à d'autres membres de leurs familles. Dans certains cas, les micro-crédits accordés aux femmes sont en fait utilisés par les hommes pour rembourser d'autres dettes ou pour payer une dot. Dans une économie privée de crédit où les femmes ont un plus grand accès au micro-crédit que les hommes de leurs familles, ce détournement du crédit est probablement inévitable.

Faible financement pour les programmes en faveur des femmes

Le financement des programmes en faveur des femmes dans le budget national est désespérément faible. Les projets de développement qui ont un impact direct sur les femmes ont reçu des affectations plus faibles. Par exemple, dans le budget 2000-2001, le secteur de l'agriculture où la majeure partie des femmes sont engagées, n'a que 44 projets sur 186 qui bénéficient directement aux femmes. Ensemble, ces projets ne représentent que 31,6% du financement alloué à l'agriculture. L'affectation dans d'autres secteurs est aussi biaisée au détriment des femmes.

Aucun droit d'avoir des droits

Les femmes sont dissuadées ou empêchées d'exercer leurs droits juridiques ou naturels. On ne leur accorde souvent ni *moharana* (un accord dans tout mariage musulman qui consiste à verser à la mariée une dot en espèces ou en nature), ni pension alimentaire. Les femmes sont fortement dissuadées d'adhérer à toute organisation, y compris à des ONG, ou de travailler en dehors de chez elles. Ces restrictions montrent que les hommes veulent toujours que les femmes restent confinées dans leurs foyers pour s'acquitter de leurs rôles traditionnels. Il y a toutefois un aspect plus prometteur de l'histoire. Des milliers d'associations et d'organisations de femmes ont été constituées et sont en train de déployer des efforts considérables pour réduire leur manque de libertés.

Néanmoins, les femmes du Bangladesh restent des oiseaux confinés dans une cage plus grande. ■

Références

Pratima Paul-Majumdar, *Jatiya Budget Nareer Angsha (La part des femmes dans le budget national)*. Bangladesh Naree Progoti Sangstha, Dacca, 2001.

Atiur Rahman et M. Ismail Hossain. *Social Watch* «Association of Development Agencies in Bangladesh and Unnayan Shamunnay», Dacca, 2001.

Unnayan Shamunnay
<shamunnay@sdbnd.org>